

En RDC, le trafic du charbon de bois, sève de la guerre

Très lucrative pour les groupes armés, cette activité illégale décime la forêt du plus ancien parc naturel africain

PARC NATUREL DES VIRUNGA (RDC) -
envoyé spécial

S'il luttait pour contenir sa colère, le mwami Etienne Kivu Mabwanano ne pouvait qu'admettre son impuissance. Ce chef traditionnel, qui régnait depuis 2007 sur le groupement Bishusha, à la lisière du parc naturel des Virunga, voulait défendre l'environnement dans cette province agitée du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo. *« La forêt disparaît, ils la coupent sans limite, construisent même des villages et exploitent des champs, je ne sais pas quand ils s'arrêteront, disait-il en recevant Le Monde dans la cour de sa maison modeste de Goma, la capitale provinciale. J'ai alerté le gouvernement, fait des plaidoyers, mais tout le monde profite du business de la coupe de bois. »*

Le lendemain, samedi 7 janvier, M. Mabwanano, 44 ans, a été assassiné de trois balles dans le corps alors qu'il se rendait par la route dans sa forêt décimée. Certains avancent une querelle de chefferie. Les sicaire ont pris la fuite. Il est aisé de disparaître dans les collines et les hauts plateaux de cette région frontalière du Rwanda et de l'Ouganda, ravagée par les guerres et toujours infestée par une myriade de groupes armés.

Cette route mortelle empruntée une dernière fois par le chef traditionnel, Joseph s'y épuise depuis une décennie. Trois fois par semaine, comme des milliers d'autres miséreux, il pousse jusqu'à Goma son vélo d'un autre âge surchargé de plus de soixante kilos de sacs de charbon de bois dont la production avale des hectares de forêt du sud du parc des Virunga.

« Demande exponentielle »

Un périple ordinaire d'une soixantaine de kilomètres, rythmé par au moins sept barrages et autant de taxes informelles prélevées par des policiers, des militaires et autres agents administratifs. Le tout pour une quinzaine de dollars par voyage, tous frais défalqués. *« Bien sûr que je suis inquiet car, avant, il y avait des arbres énormes ici. Mais on n'a pas le choix. Sans la forêt et le charbon,*

on meurt », dit-il en essuyant son visage recouvert d'une sueur noire. Faute d'alternative, Joseph et les autres épuisent la seule ressource disponible. Et se muent en petites mains d'un gigantesque trafic de charbon qui cause une déforestation dramatique et génère des millions de dollars.

Dans la forêt d'où se dégagent d'épaisses fumées grises, des bûcherons et des manutentionnaires s'attellent à couper les arbres à la hache ou à la tronçonneuse, à brûler le bois et à emballer les braise dans des conditions effroyables, sous la surveillance d'hommes armés de kalachnikovs. Qu'importe si le parc national des Virunga est classé sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité « en péril », sous pression foncière et démographique décuplée par l'arrivée de deux millions de réfugiés rwandais fuyant le génocide. Les maîtres de ce business n'en ont cure, eux qui sont déjà recherchés pour crimes de guerre et restent visés par des sanctions des Nations unies.

Nichés dans des poches du parc naturel le plus ancien d'Afrique, les rebelles rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), des Hutu qui comptent dans leurs rangs d'anciens génocidaires, règnent sur cette industrie lucrative, avec la complaisance de certains militaires et politiques congolais, selon l'ONU.

Derrière l'or écoulé à Dubaï et le bois exporté illégalement vers les pays voisins, mais devant les autres minerais et le diamant, le charbon constitue la principale source de financement de ce groupe armé. Les revenus de ce trafic irriguent les caisses des FDLR, qui sévissent, depuis le génocide rwandais de 1994, dans l'est du Congo où les forêts perdent 61 532 hectares chaque année depuis 2001.

La production illégale de charbon estimée à 293 000 tonnes par an assure aux organisations criminelles de la région un profit net variant entre 12 et 35 millions de dollars, selon un rapport d'avril 2015 du programme des Nations unies pour l'environnement. Suffisant pour entretenir des milliers de combattants,

pour acquérir armes et munitions mais aussi pour corrompre des officiels.

« C'est un trafic important car tout le monde dans la région cuisine au charbon, donc la demande est exponentielle et suit la hausse démographique, constate Daniel Ruiz, chef du bureau de Goma de la mission des Nations unies au Congo (Monusco). Ce trafic alimente l'instabilité de la région car, si sa valeur marchande n'est pas énorme, le produit est tellement vendu et indis-

pensable que les profits sont considérables pour les FDLR. »

Ces rebelles rwandais n'ont rien inventé. A l'idéologie politico-ethnique des débuts, ils ont privilégié le profit et se contentent de renouveler une activité illégale développée plus tôt par des groupes armés ennemis tels que le CNDP, majoritairement tutsi. Lourdemment armés, disciplinés et plutôt bien entraînés, les FDLR ne craignent personne et certainement pas les rangers du parc dont certains ont perdu la vie en essayant de les déloger.

Plus aucun garde du parc des Virunga n'est déployé dans le sud-ouest de la zone dévastée par l'exploitation du charbon. La Force de la Monusco – qui dispose d'un mandat offensif – avait tenté début 2015 de lancer avec l'armée congolaise une opération militaire contre les FDLR dans l'espoir de combattre ces rebelles mués en un cartel mafieux que le Rwanda de Paul Kagamé veut éradiquer. En vain. Le président Joseph Kabila avait finalement privilégié une offensive purement congolaise, tenant à l'écart les casques bleus. Mais rien qui jusqu'ici n'ait remis en cause ce trafic ni permis l'arrestation des leaders, perpétuant ainsi les soupçons de collusion.

« Savane brûlée »

A l'écart des villes et villages, lovés dans les collines verdoyantes qui surplombent le lac Kivu, le centre de transit de « charbon de bois FDLR » de Lupango fonctionne à plein régime. Des dizaines de manutentionnaires en loques remplissent des sacs de charbon, sous le regard sévère des miliciens. Dans ce décor de *Germinal* tropi-

cal, il y a des femmes épuisées, des bébés affamés qui délirent et des enfants aux regards perdus errant au milieu de la braise. Affaiblé et rigolard, Mandeleo, 32 ans, achemine ici la matière première du parc des Virunga à une cin-

quantaine de kilomètres. Il dirige avec une certaine autorité les porteurs : de vieilles femmes au dos courbé et des hommes équipés de vélos rouillés partis à l'aube. A cela s'ajoutent des camions transportant des tonnes de braise acquies par des nababs du charbon.

Nul ne se risque à prononcer les quatre lettres « FDLR ». *« Où sont les millions de dollars dont tu parles ? C'est la misère même si chaque jour des tonnes de charbon transitent par ici »,* dit Mandeleo en braillant sur des malheureux qui surchargent leurs bicyclettes rafistolées. Ces derniers mettent ensuite le cap sur les marchés de Goma, une partie franchit la frontière pour satisfaire la demande rwandaise. Plus au nord, d'autres groupes armés en profitent comme des Maï-Maï congolais ou encore les miliciens ADF, groupe initialement ougandais et islamiste, présumés responsables de massacres ayant causé la mort de plus de mille personnes depuis octobre 2014 dans le territoire de Beni.

« C'est désormais la sève de la guerre. Une partie de la forêt est devenue une savane brûlée, s'inquiète Bantu Lukambo, directeur de l'ONG Innovation pour le développement et la protection de l'environnement, établie à Goma. A ce rythme de déforestation, si on ne fait rien, alors, dans moins de dix ans, il n'y aura plus de forêt dans l'est du Congo. » Cet activiste à la santé rendue fragile par la malaria préconise la multiplication de barrages et de centrales hydro-électriques pour alimenter en énergie les villes et villages. Ce qu'ont démarré fin 2015 les autorités du parc national des Virunga, dans l'espoir de séduire les populations locales en leur fournissant de l'électricité et de réduire ainsi leur dépendance au charbon. En attendant, M. Lukambo lutte pour mettre fin à l'impunité des auteurs de crimes environnementaux, ce qui lui a valu plusieurs menaces de mort. ■

JOAN TILOUINE